Entretien avec Michel Aglietta

Interview with Michel Aglietta

Adrien Faudot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3958>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.3958

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Adrien Faudot, « Entretien avec Michel Aglietta », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 59 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2018, consulté le 15 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3958> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.3958

Ce document a été généré automatiquement le 15 juin 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Entretien avec Michel Aglietta

Interview with Michel Aglietta

Adrien Faudot

1 Entretien avec Michel Aglietta, réalisé par Adrien Faudot le 26/01/2017.

DEPUIS WALKER EN 1878 (ET PLUS TARD HICKS), IL EST COURANT D'APPRÉHENDER LA MONNAIE PAR LES FONCTIONS QU'ELLE EXERCE DANS LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE. PEUT-IL EN ÊTRE AUTREMENT ? CES FONCTIONS RENVOIENT-ELLES À DES PHÉNOMÈNES DIFFÉRENCIÉS ?

La première question renvoie à un problème de naïveté épistémologique qui existe chez les économistes. Quand vous avez une entité, que vous cherchez à appréhender comme

une notion, elle doit être définie par son essence, sur laquelle on pose un concept. Les fonctions et leur articulation doivent s'en déduire.

C'est impossible de définir théoriquement une entité par ses fonctions. Cela n'a aucun sens. On ne définirait pas la pesanteur par ses fonctions, bien qu'elle permette un grand nombre de choses. Quand Newton s'est occupé de regarder une pomme tomber, en se demandant ce qu'il se passait, il ne cherchait pas des fonctions. Il découvrait une force universelle, la gravité. La monnaie est un concept fondamental, de même que le temps ou la gravité. Ces concepts sont appréhendés par des mesures.

Le concept qu'est la monnaie implique une inversion profonde de la façon de se représenter l'économie. Les économistes d'obédience néo-classique parlent en premier lieu de l'individu. Ils postulent un individu générique. L'individu a une propriété spécifique : l'utilité. L'utilité de chacun est supposée ne pas dépendre de celles des autres. Les utilités sont des données exogènes. L'utilité en général est le concept fondateur dans cette représentation de l'économie.

On postule donc un système dans lequel les éléments de base n'ont pas de rapports entre eux a priori ; d'où le projet de faire du marché le mode de coordination exclusif dans le registre dit de l'utilité rareté, qui pose l'existence d'objets d'échange et de sujets d'échange séparés. Cela permet de définir un projet intellectuel qui est d'ordre idéologique : une discipline indépendante du social alors que les activités humaines, économiques et autres, sont intégrées par un lien avec le collectif, que l'on peut appeler *société*.

On perçoit ici la racine du problème. Ou bien vous posez l'individu comme point de départ et, comme le disait Margaret Thatcher, il n'y a pas de société ; il n'y a que des individus et des marchés, ou bien vous posez la société comme point de départ. Si vous posez la société comme point de départ, la relation de l'individu au collectif est fondamentale. Quel est le concept qui exprime cette relation générique dans l'ordre économique ? Cela nous permet de définir le concept de monnaie, qu'il faut considérer comme un langage. De la même manière que le font Keynes, ou Lacan, et les théoriciens des sciences sociales en général, économistes ou non. C'est un langage spécifique.

C'est un langage du nombre. Qu'est-ce que cette référence au langage implique ? Un langage donne sens pour autrui. Le sens pour autrui déterminé par la monnaie, c'est ce qu'on appellera *la valeur*. Monnaie et valeur sont intrinsèquement liées. Les fonctions de la monnaie vont arriver comme caractéristiques du processus par lequel la valeur se détermine, car la valeur ne se détermine que par le rapport générique des acteurs économiques à la monnaie, c'est-à-dire *le paiement*. Il faut déterminer le processus générique qui fait coordination d'une société dans laquelle des individus échangent des objets sous forme de valeur.

On n'a pas besoin d'une métaphore pour définir la coordination. Dans la conception utilitariste, l'explication de la coordination a besoin d'une métaphore, qui sera le secrétaire de marché. Celui-ci assure la coordination d'ensemble des individus qui n'ont aucun rapport entre eux.

Dans notre conception, la coordination est objective, et observable : c'est *le système des paiements*. La monnaie apparaît comme une institution reliant l'individuel au collectif. C'est le système des paiements. L'institution produit des règles – il vaut mieux parler de règles que de fonctions – , à savoir des règles d'émission des moyens de paiement, des

règles de compensation et de règlement à partir desquelles se fait une coordination d'ensemble d'échanges qui sont des échanges monétaires. La première règle avant celles-ci, c'est l'unité de compte, qui définit la commensurabilité. Cela forme un tout : le système de paiements.

Il ne s'agit pas de fonctions séparées, car il y a intégration complète des règles entre elles. Le système de paiement étant une institution, il n'est pas appropriable. Personne ne peut s'approprier une institution. En revanche il doit être guidé. Il l'est par le politique. Donc la monnaie est essentiellement politique.

DANS L'OUVRAGE LA MONNAIE ENTRE DETTES ET SOUVERAINETÉ, IL Y A UN ENCADRÉ SUCCINCT SUR « ENSEIGNER LA MONNAIE ». QUELS CONSEILS DONNERIEZ-VOUS À UN JEUNE PROFESSEUR D'ÉCONOMIE EN CHARGE D'ENSEIGNER LES QUESTIONS MONÉTAIRES ?

Il faut faire comprendre aux étudiants la notion de paiement. L'acte de paiement est l'acte le plus essentiel en économie, or il n'est jamais étudié. On aurait tort de tomber dans le piège de la théorie standard pour qui, dans l'échange, il y a équivalence de deux valeurs. Au contraire, le paiement est l'allocation d'une valeur à un objet marchand par la monnaie. Qu'est-ce que ça veut dire ? Lorsque vous êtes un « possesseur de monnaie », et que vous décidez d'acheter un bien, en faisant cela, vous validez l'activité de celui qui a produit ce bien. Vous êtes membre de la société qui va pouvoir socialiser un individu dans le cadre de cette logique de la société qu'est le système de paiement. D'où la définition qu'on a donnée : la valeur est ce par quoi la société reconnaît l'activité de chacun de ses membres. *La société rend à chacun ce qu'elle juge que nous lui avons apporté par notre activité.*

On a donc une irréductibilité de la monnaie en tant que lien social. Ce n'est pas par hasard que Keynes a écrit en 1930 un *Treatise*. Il n'aurait pas écrit un *Treatise* pour définir trois fonctions, ou pour affirmer que la monnaie est neutre. Il fallait sortir complètement de la valeur utilité.

QUE VOULEZ-VOUS DIRE LORSQUE VOUS AFFIRMEZ, CONTRAIREMENT À LA THÉORIE MACROÉCONOMIQUE STANDARD, QUE LA MONNAIE N'EST PAS NEUTRE ?

La neutralité est bien liée au projet de la théorie utilitariste : la monnaie n'a pas d'influence sur les relations d'échanges à l'équilibre. La coordination sociale de ce qui est privé et individuel se fait par un système de prix, qu'on appelle équilibre général de marché de concurrence parfaite. La monnaie ne peut avoir une influence que s'il y a imperfection. C'est ça la neutralité.

Certains économistes disent qu'il n'y a pas de neutralité à court terme et il y a une neutralité à long terme. Mais dans ce cas, c'est du bricolage d'ordre empirique. C'est la position de Milton Friedman. Tout le monde étant obsédé par la monnaie en permanence, il est difficile d'assumer son exclusion complète, et de la réduire à néant dans l'analyse.

Néanmoins, la position la plus pure qui tient jusqu'au bout ses prémisses, c'est celle de Lucas, ou encore de Kydland et Prescott, pour qui la monnaie n'existe pas. Elle n'a pas de pertinence économique. Lorsqu'il y a des déséquilibres, ce sont des déséquilibres strictement réels, et qui ne se traitent qu'en termes réels. D'où l'idée du cycle réel d'offre. Seuls existent des chocs de productivité, qui s'ajustent en termes réels. Il n'est jamais question de monnaie. C'est la position logique si l'on se situe dans cette conception théorique.

La fonction de demande de monnaie interroge cependant les économistes. Comment faire en sorte qu'avec une fonction de demande de monnaie, la monnaie soit neutre ? Il faut définir une fonction de demande de monnaie qui est stable, et qui est une fonction représentant un type particulier d'utilité. Il faut définir une utilité à la monnaie qui soit purement réelle. A la manière de Patinkin par exemple : il faut échanger les biens physiquement, et il y a des problèmes de transactions. S'il y a une entité qui offre un service, le service de transaction, permettant de réduire les coûts du troc, c'est-à-dire de l'échange des biens directement entre eux, on définit une fonction de demande de monnaie. Pour la neutralité, la fonction doit être absolument stable. C'est une voie.

Dans l'histoire de la monnaie c'est un débat permanent depuis des siècles. Il a été formalisé dans l'opposition entre *Currency principle* et *Banking Principle*. L'opposition se fait sur deux caractéristiques : monnaie endogène et monnaie exogène.

La monnaie endogène ne peut pas être neutre, par nature. Le lien entre exogénéité et neutralité de la monnaie est intrinsèque. D'où l'opposition très forte entre ces deux caractéristiques. Evidemment, dans une conception de la monnaie neutre, dont on vient de parler, la banque n'est pas créatrice de monnaie. Elle n'est qu'une courroie de transmission de la banque centrale, entraînant un multiplicateur monétaire, lui-même modulé par le comportement des demandeurs de monnaie (le multiplicateur est fonction du taux d'intérêt). Dans cette conception exogène de la création monétaire, sous l'hypothèse que la demande de monnaie est toujours une fonction stable, M. Friedman peut prétendre que l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, c'est-à-dire provoqué par l'autorité publique en charge de la création monétaire. L'affirmation est entièrement contenue dans la prémisse.

L'épreuve de vérité a été fournie par la crise financière de 2008 et ses conséquences ultérieures. Les banques centrales ont créé d'énormes quantités de monnaie (de l'ordre de 10 trillions de dollars). Si la monnaie était neutre, il y aurait eu une hyperinflation. D'ailleurs les monétaristes ont tout de suite crié au loup, en disant « vous allez créer de l'hyperinflation » !

S'il y a neutralité de la monnaie, il y a hyperinflation, car la demande de monnaie est stable, et par conséquent, l'offre de monnaie est en énorme excès. Si vous offrez une masse énorme de monnaie que personne ne veut, vous créez de l'inflation. Comme l'opposé s'est produit, c'est-à-dire une difficulté extrême à éviter la déflation, il faut rejeter la théorie monétariste conformément au principe de réfutabilité de Karl Popper : un paradigme est réfutable lorsqu'une seule expérience le contredit résolument. Un test de réalité avait été fait dans l'autre sens en octobre 1980 avec Paul Volker, le président de la Réserve Fédérale à l'époque. Pour casser l'inflation des années 1970, il a restreint drastiquement la quantité de monnaie. Selon la théorie monétariste cela doit se faire à production et emploi donnés si la monnaie est neutre. Seul le niveau général des prix doit baisser. Or la contraction très forte de l'offre de monnaie a créé une abominable récession en 1981-82, qui s'est propagée au monde entier et a déclenché la crise financière des pays latino-américains, ce qui a infirmé la théorie monétariste.

La Fed a donc relégué aux oubliettes cette hypothèse selon laquelle il faut et il suffit de contrôler la base monétaire pour déterminer l'agrégat monétaire et celui-ci pour fixer le niveau général des prix. L'innovation financière a déstabilisé totalement la fonction de demande de monnaie. Alors que certains économistes pensent à la science

expérimentale pour essayer de justifier leur position, ici il n'y a qu'à observer la réalité. Toutes les crises qui se sont produites depuis les années 1980 fournissent des tests.

QUELS SONT LES DÉTERMINANTS DE LA VALEUR DE LA MONNAIE ?

Il n'y a pas de valeur de la monnaie au sens strict du terme, puisque la monnaie est le fondement de la valeur. Parler de la valeur de la monnaie est logiquement semblable au poids de la pesanteur !

Qu'est-ce qu'on appelle valeur de la monnaie ? Il faut développer les raisons pour lesquelles on parle de valeur de la monnaie. Je n'ai jusqu'à présent parlé de la monnaie que comme système et institution, et poursuivi la notion de la monnaie comme langage. Maintenant, il se trouve que la monnaie a quelque chose qui fait son ambivalence, qui la rend appropriable. Elle est appropriable quand elle n'est pas active dans le système de paiement : elle correspond alors à la liquidité.

En effet la liquidité est appropriable et donc échangeable ; ce qui désigne une valeur. Sous cette forme, la valeur apparaît condensée, et déconnectée de l'institution publique qu'est le système de paiements. On peut donc dire que la monnaie est ambivalente. La monnaie se réfléchit dans sa propre unité de mesure qui est l'unité de compte monétaire. Il y donc ambivalence entre monnaie-appropriable et monnaie-institution.

Il s'ensuit que la pratique de la politique de la monnaie va introduire un artefact statistique : l'indice du niveau général des prix. Il donnera une expression des prix, non pas le prix d'une marchandise faisant l'objet de paiement, mais de l'ensemble des marchandises confrontées à la liquidité qui peut acquérir n'importe quelle marchandise. On appellera valeur de la monnaie l'inverse du niveau général des prix exprimé dans l'unité monétaire.

C'est un artefact empirique qui a tout de même un sens. D'un côté, la monnaie est protection. Quand on détient de la monnaie, on détient un pouvoir indifférencié sur les biens par la nature du système de paiement. D'un autre côté, la liquidité est l'aiguillon du capitalisme qui repose sur la capacité de faire de l'argent avec de l'argent. Par la liquidité, la monnaie est la forme sociale de la richesse. Toute richesse particulière ne fait que se réfléchir dans le montant de liquidité auquel elle pourrait être équivalente. Réaliser la richesse, c'est la convertir en liquidité : la liquidité est l'alpha et l'oméga de l'économie marchande. L'appropriation de la liquidité par rapport à celle des autres actifs dépend fondamentalement de la perception que les acteurs économiques se font de l'incertitude, comme Keynes nous l'a appris. La polarisation sur la liquidité, lorsque l'incertitude financière s'accroît, rend la fonction de demande de monnaie instable.

En effet, contrairement à la conception néo-classique, on demande la monnaie parce que les autres la demandent. La monnaie ne vaut comme liquidité que parce qu'elle est ainsi perçue par tout le monde. Puisqu'il n'y a pas de fonction de demande individuelle de la monnaie qui soit séparable de celle des autres, il ne peut y avoir de prix d'équilibre intrinsèque ou fondamental de la monnaie. Pour qu'il y ait une fonction de demande agrégée stable, il faut une agrégation de demandes indépendantes. Comme la liquidité est par nature ce qui fait l'objet d'une externalité de demande, cette indépendance ne peut exister.

Dans la conception sociale de la monnaie, elle n'est demandée que parce que les autres la demandent : il y a une externalité de demande complète, et polarisation sur cette entité

qu'est la liquidité. La liquidité est une émergence du processus social par lequel la monnaie est le langage général, qui va se caractériser par cette demande unanime.

Il n'y a donc pas de valeur de la monnaie, mais une liquidité demandée par tous. C'est un *bootstrap*. Il s'ensuit que les caractéristiques d'une fonction de demande stable n'existent pas. La monnaie est la forme supérieure de la richesse, elle n'a pas de saturation car sa détention est un enjeu de pouvoir. C'est pourquoi la liquidité est la matière première du capitalisme qui est une logique impersonnelle de pouvoir. La monnaie donne un pouvoir sur la totalité des objets marchands. La monnaie devient argent par sa dimension de liquidité, parce que la liquidité implique une compulsion à l'accumulation, du fait qu'il n'existe pas d'utilité marginale décroissante de la monnaie.

On revient ainsi à la question fondamentale. Qu'est-ce qui fait l'unité de la société ? Est-ce qu'on part des individus ou du collectif ? Ce sont des théories économiques opposées et irréductibles.

SUR QUOI REPOSE LE REJET OU L'ACCEPTATION DE LA MONNAIE DANS LA SOCIÉTÉ MARCHANDE ?

Le rejet de la monnaie repose sur des logiques sociales qui sont fondamentalement des logiques d'interactions stratégiques, l'opposé de ce que l'on trouve dans les théories néoclassiques. L'interaction stratégique est absolument indispensable pour comprendre la logique monétaire. Le rejet de la monnaie, ou processus hyper inflationniste, résulte d'une crise sociale qui aboutit à une perte de confiance dans l'institution qu'est le système de paiement, donc ultimement dans le rejet de la souveraineté politique qui fonde l'ordre social. Lorsque la défaillance de l'Etat a atteint ce stade ultime, seule une refondation politique peut légitimer la réforme monétaire qui rétablit la confiance dans la monnaie.

EN QUOI EST-CE QUE LA MONNAIE EST UNE ARITHMÉTIQUE DES RAPPORTS SOCIAUX ?

La monnaie est le fondement de la valeur. C'est un langage du nombre. Tout langage est une grammaire. La grammaire de la monnaie est la comptabilité. L'arithmétique en question s'exprime par la comptabilité.

EN QUOI LA MONNAIE EN TANT QUE DETTE DÉTERMINE-T-ELLE NOTRE APPARTENANCE À LA SOCIÉTÉ ?

Quand vous partez du social, vous rentrez dans un niveau plus concret, et vous avez besoin de la notion de production. Keynes traite d'une *économie monétaire de production*. Wicksell aussi. Partant, on introduit l'idée de processus. On se pose alors la question de l'émergence des choses qui auront ensuite une valeur par le paiement contre monnaie. Pour produire ces choses, il y a des besoins. On est dans le cadre d'une division du travail, qui est intrinsèque à un collectif.

Certes, il y a des exceptions. Pensez à un monastère : pas besoin de monnaie, puisque vous avez une définition centralisée des tâches de chacun et de la répartition du produit. C'est dans une société dans lequel le social regroupe des individus séparés que les relations monétaires existent. La séparation marchande est donc cruciale.

Il faut pouvoir acquérir par l'échange monétaire et le paiement un ensemble d'éléments qui serviront à produire ce que l'on essaiera ensuite de faire valider par la société. Quand vous êtes du côté des *inputs*, vous n'avez pas de monnaie *a priori*, il faut qu'il y ait création de monnaie *ex-nihilo* pour cela. Il faut pouvoir acheter ce qui est nécessaire pour produire, avant d'avoir fait refluer ce que vous allez chercher ensuite en tant

qu'entrepreneur, afin de faire reconnaître comme valeur ce qui vous permettra de rembourser ce que vous avez introduit comme monnaie et qui ne vous appartient pas. C'est la dette : cette forme de monnaie qui est nécessaire pour produire à partir d'une monnaie que nous n'avons pas en réserve. La dette est intrinsèque à la production. D'où l'idée de monnaie endogène. Il y a création de monnaie en contrepartie de l'émission de dettes. La question à ce moment-là : quelles sont les entités qui peuvent produire, créer de la monnaie, pour faire en sorte que d'autres acteurs puissent acheter des biens économiques ? Il s'agit de la création de monnaie par le crédit.

Crédit et monnaie sont les deux faces de la même entité, ce que l'on retrouve dans la comptabilité. Le cas de la création de monnaie *ex nihilo* fait faire un progrès fantastique à la possibilité de production de richesse, en faisant un crédit en anticipation de valeur future et non pas sur la base d'une valeur existante. Dette et monnaie deviennent les deux faces d'un processus qui définit le temps économique. C'est le flux des dettes qui se renouvellent lorsqu'elles sont validées par leur remboursement en monnaie permettant de relancer de nouvelles dettes, c'est ce processus sans fin qui rythme la reproduction de la société marchande. La dette est intrinsèque à une économie caractérisée par la division du travail et dans laquelle la monnaie est le mode d'existence de la valeur.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX FACTEURS DE CRISE DANS LA ZONE EURO AU NIVEAU MONÉTAIRE ?

Il faut comprendre ce qu'est l'euro. La monnaie est un lien social s'exprimant par un système qui est institutionnalisé. Elle produit des règles, et fait lien social. La question de fond est la suivante : qu'est-ce qui est le ciment d'une société ? Non pas le marché qui est sans rivage, mais la souveraineté qui délimite un espace social où les habitants reconnaissent un même ensemble de normes communes qui sont formalisées par le Droit dans un ordre constitutionnel. Le marché n'établit que des rapports horizontaux ; la souveraineté est un lien vertical entre le collectif et les individus. La monnaie en dérive nécessairement. L'ordre définit une entité légitimée dans cet ordre, qu'on appelle la banque centrale. C'est elle qui sera capable de définir la liquidité, et de la maîtriser. Si la liquidité était seulement protection, il n'y aurait pas de problème, les gens accepteraient le « souverain » monétaire. Mais il y a l'autre aspect : l'aspect appropriation et accumulation. Il y a donc besoin d'une politique de la monnaie. Il faut une entité légitimée par le souverain et qui est politique : la banque centrale.

La question de l'euro est paradoxale : d'un côté, on observe ce phénomène. Mais ce n'est pas un souverain enveloppant. En comparaison, aux Etats-Unis, la Fed tire sa légitimité et ses missions du Congrès, qui peut lui retirer ou lui ajouter des caractéristiques. L'entité politique est au-dessus de la monnaie, mais uniquement dans l'ordre des règles fondamentales. La banque centrale américaine est tout à fait autonome dans ses fonctions. Dans la zone euro, on a cela d'une certaine manière, puisque la monnaie ne peut tirer son existence que du politique. Il s'agit d'un accord international validé sous forme d'un traité, qui donne la légitimité à cette instance politique dans l'ordre monétaire qu'est la Banque Centrale Européenne. Mais vous n'avez pas de liens directs avec un souverain unique politique. D'où le caractère ambigu de l'euro.

Le lien qui existe dans le cadre d'une nation entre le souverain politique et la monnaie passe par la relation entre monnaie et budget. La Banque centrale doit toujours pouvoir placer la dette publique hors-marché, car la dette publique n'est pas comme les autres.

C'est une dette verticale : la dette entre les individus et le collectif. C'est celle par laquelle sont produits les biens publics, celle qui fait cohésion de la société. Elle s'exprime par rapport à la monnaie qui fait aussi cohésion de la société. Dire qu'il ne doit pas y avoir de lien entre monnaie et budget relève de l'absurdité de la théorie de la neutralité de la monnaie. Evidemment, la crise a fait éclater cette absurdité. Le point important est que le lien budget-monnaie est intrinsèque à l'ordre politique d'une nation, et dans la zone euro, nous ne l'avons pas. Cela a entraîné tous les problèmes de la zone euro, en particulier depuis la crise grecque. On peut parler, pour qualifier l'ordre monétaire de la zone euro, d'un ordre monétaire incomplet.

EN QUOI EST-CE QUE LA MONNAIE INTERNATIONALE RESTE UNE ÉNIGME POUR LA PLUPART DES ÉCONOMISTES ?

Parce qu'elle n'existe pas. Si l'on suit notre logique, il n'y a pas de monnaie s'il n'y a pas de souveraineté, par conséquent la monnaie internationale n'existe pas s'il n'y a pas de souverain universel. Peut-être que l'on pourrait réaliser la même chose qu'en zone euro à une échelle internationale : un concert de nations décidant de créer une entité monétaire au niveau universel. Supposez que l'ensemble des nations décrètent que le FMI se transforme en banque centrale, qui serait la banque centrale des banques centrales, qui puisse émettre une liquidité spécifique qui ne soit la dette d'aucune des nations participantes, ces nations auront créé quelque chose qui ressemble à ce qui existe dans la zone euro.

Aujourd'hui, cela n'existe pas. Il n'y a que des monnaies nationales. Quel est l'ordre par lequel on peut remplacer l'absence de monnaie internationale dans un univers globalisé dans lequel les capitaux circulent ? Si le capital ne circulait pas, nous n'aurions pas de problème : les contrôles de capitaux maintiendraient des monnaies séparées.

Néanmoins s'il y a globalisation, il faut une organisation. Au XIX^e siècle, l'étalon-or était une façon d'approcher la question de la monnaie internationale, même si la convertibilité de l'or restait sous le contrôle des nations. Celles-ci instituaient la convertibilité or de leurs monnaies et s'engageaient à la respecter. Il s'agissait en quelque sorte d'une constitution monétaire universelle non écrite. Une autre configuration a été le système de Bretton Woods qui a été un système monétaire institutionnalisé par accord international instaurant la prépondérance d'une devise, le dollar, dans le cadre d'un ensemble de règles et de procédures communes, administrées par une institution internationale, le FMI. Les contrôles de capitaux permettaient à cet agencement international de fonctionner, parce qu'elle préservait une autonomie monétaire suffisante des nations. L'effondrement du système de Bretton Woods a fait disparaître toute règle monétaire internationale. Les rapports monétaires deviennent dépendants directement des échanges de liquidité sur les marchés de change, donc d'arbitrages privés instables qui se reflètent dans les fluctuations des taux de change. Pourquoi les rapports privés élisent-ils une monnaie plutôt qu'une autre, une monnaie nationale que les autres nations vont accepter ? On rentre dans le domaine de l'hégémonie, et de la géopolitique.

AUTEUR

ADRIEN FAUDOT

Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER), CREG, Université Grenoble Alpes,
France adrien.faudot@univ-grenoble-alpes.fr